

## B. La disparition de quelques mythes

L'un des plus grands obstacles à l'action est l'impression que la crise de l'endettement, si elle n'est pas véritablement réglée, est à tout le moins «maîtrisée». La chose est peut-être vraie dans un sens très étroit et très technique en ce qui concerne certains acteurs, par exemple la Banque Toronto Dominion du Canada, qui a en grande partie liquidé son portefeuille de créances du Tiers monde. Aujourd'hui, le système bancaire nord-américain est probablement davantage menacé par les dettes à risque élevé de sociétés instables que par les dettes publiques des pays en développement. Mais, si les banques sont en meilleure posture qu'il y a quelques années, peut-on en dire autant de l'ensemble de la planète, alors qu'aucun des pays débiteurs qui faisaient problème dans les années 80 n'est fermement engagé, dans les années 90, (malgré les éloges de certains à l'égard du Chili et du Mexique) sur la voie d'une reprise socio-économique durable? Est-il plus rassurant de savoir que l'épée de Damoclès que représente la dette sans cesse croissante pend maintenant au-dessus des gouvernements?

Et que dire des conséquences de l'endettement sur les populations? Ces conséquences ne vont pas tout simplement s'évanouir. Comme nous l'a décrit M. Adedeji, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique :

Cet effondrement économique a eu un impact dévastateur sur le bien-être de millions d'Africains. Depuis 1980, la consommation personnelle par habitant a diminué d'un cinquième et le taux total des emplois salariés a diminué de plus de 16 p. 100; le chômage a atteint des proportions alarmantes et le nombre des chômeurs dans le secteur salarié moderne était estimé à plus de 30 millions (soit plus de 13 p. 100 de la main-d'oeuvre) auquel il faut ajouter 95 millions de personnes sous-employées; les salaires réels ont baissé de 25 p. 100; près des trois quarts des Africains sont touchés par la pauvreté, le nombre des analphabètes est passé à 162 millions en 1985 tandis qu'il n'était que de 124 millions en 1960; la part moyenne des dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation est tombée, de 26 p. 100 au début des années 80 à seulement 19 p. 100 en 1988 et plus de 26 p. 100 des Africains sont maintenant sous-alimentés ou mal nourris tandis que les maladies endémiques—qui en fait avaient été jugulées au cours des années 70—ont fait leur réapparition sur le continent. Environ 10 000 enfants meurent en Afrique chaque jour de causes liées à la malnutrition et du fait qu'il n'ont pas accès aux soins de santé les plus élémentaires<sup>10</sup>.

L'Amérique latine dans son ensemble est désormais plus riche, elle dépend moins de l'aide étrangère qu'autrefois et est un peu plus susceptible d'être considérée comme «solvable». Cependant, là aussi les coûts accumulés de l'endettement sont frappants. L'un des banquiers que nous avons rencontrés à New York s'inquiétait de «l'africanisation de l'Amérique latine». M. David Pollock, de l'Université Carleton nous en a présenté le scénario en des termes très éloquents :

---

10. «La crise économique africaine et le défi des années 90», CPAECE, *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule n° 18, 24 octobre 1989, annexe p. 4.